



ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2014

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de l'auditeur indépendant

Rapport de la direction

États financiers

État de la situation financière

État des résultats

État des surplus accumulés

Calcul des surplus accumulés disponibles

Notes complémentaires aux états financiers

Annexes



**Raymond Chabot
Grant Thornton**

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil des commissaires de la
Commission scolaire Marie-Victorin

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 201
745, rue Gadbois
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3A 0A1

Téléphone : 450 348-6886
Télécopieur : 450 348-3716
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission scolaire Marie-Victorin portant la signature électronique 1216996128 et présentés dans le format du rapport financier TRAFICS prescrit par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2014 et l'état des résultats, l'état des surplus accumulés, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives présentés aux pages 7 à 260 (à l'exception des pages 190-191) du rapport financier TRAFICS.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant

sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Commission scolaire Marie-Victorin au 30 juin 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Autre point

Les informations présentées aux pages 300 à 452 du rapport financier TRAFICS ne sont pas auditées.

1

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

St-Jean-sur-Richelieu
Le 29 septembre 2014

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A122543

TRAFICS 2013-2014

RAPPORT FINANCIER DES COMMISSIONS SCOLAIRES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 30 JUIN 2014

Rapport de la direction

Les états financiers de la Commission scolaire Marie-Victorin ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport financier concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, la direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de la Commission scolaire reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Commission scolaire conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Les états financiers ont été audités par Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., auditeurs indépendants nommés par la Commission scolaire, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant qui accompagne les états financiers expose leurs responsabilités, la nature et l'étendue de leur audit et l'expression de leur opinion.


Raynald Thibeault, directeur général


Johanne Caron, directrice des ressources financières

Lieu: Longueuil

Date: 29 septembre 2014

ÉTATS FINANCIERS

État de la situation financière

au 30 juin 2014

	A	B	C	D	
	2014	2013	Variation \$	Variation %	
ACTIFS FINANCIERS					
01100	Encaisse (Découvert bancaire) (page 20)	3 008 391,15	3 954 233,77	-945 842,62	-24%
01190	Placements temporaires (page 20)	0,00	0,00	0,00	0%
01200	Subvention de fonctionnement à recevoir (pages 21 et 22)	47 618 436,30	45 967 879,82	1 650 556,48	4%
01400	Subvention à recevoir affectée à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 21)	2 267 883,98	0,00	2 267 883,98	100%
01480	Subvention à recevoir - Financement (page 22)	68 593 248,63	71 852 959,60	-3 259 710,97	-5%
01300	Taxe scolaire à recevoir	2 542 068,59	2 346 906,24	195 162,35	8%
01500	Débiteurs (page 23)	6 943 882,48	5 695 270,01	1 248 612,47	22%
01600	Stocks destinés à la revente	215 685,34	194 409,50	21 275,84	11%
01700	Placements de portefeuille et prêts (page 24)	30 225,20	0,00	30 225,20	100%
01450	Fonds d'amortissement afférent aux dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (page 24)	0,00	0,00	0,00	0%
01990	Autres actifs (page 26)	0,00	0,00	0,00	0%
00000	TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	131 219 821,67	130 011 658,94	1 208 162,73	1%
PASSIFS					
03100	Emprunts temporaires (page 30)	27 000 000,00	11 500 000,00	15 500 000,00	135%
03500	Créditeurs et frais courus à payer (page 31)	40 180 390,00	38 254 284,95	1 926 105,05	5%
03450	Subvention d'investissement reportée (CS à statut particulier) (page 32)	0,00	0,00	0,00	0%
03460	Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 32)	4 910 894,61	1 076 126,92	3 834 767,69	356%
03400	Revenus perçus d'avance (page 33)	1 655 913,25	1 408 549,17	247 364,08	18%
03600	Provision pour avantages sociaux (page 34)	19 661 637,87	18 492 420,64	1 169 217,23	6%
03700	Dettes à long terme à la charge de la CS (page 35)	0,00	0,00	0,00	0%
03750	Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (page 35)	218 244 729,70	214 532 874,60	3 711 855,10	2%
03250	Passif environnemental (page 36)	821 545,00	743 485,00	78 060,00	10%
03800	Autres passifs (page 36)	2 848 233,04	3 226 250,45	-378 017,41	-12%
00010	TOTAL DES PASSIFS	315 323 343,47	289 233 991,73	26 089 351,74	9%
00020	ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	-184 103 521,80	-159 222 332,79	-24 881 189,01	16%
ACTIFS NON FINANCIERS					
01800	Immobilisations corporelles (page 40)	209 782 449,66	179 953 188,70	29 829 260,96	17%
01970	Stocks de fournitures	1 490 806,63	1 598 833,52	-108 026,89	-7%
01900	Frais payés d'avance (page 49)	155 875,16	153 348,35	2 526,81	2%
00030	TOTAL DES ACTIFS NON FINANCIERS	211 429 131,45	181 705 370,57	29 723 760,88	16%
03900	SURPLUS (DÉFICITS) ACCUMULÉS	27 325 609,65	22 483 037,78	4 842 571,87	22%

État des résultats

Exercice terminé le 30 juin 2014

	A	B	C	D	E	
	Budget 2014	Résultats réels 2014	Résultats réels 2013	Variation \$	Variation %	
REVENUS						
00010	Subvention de fonctionnement du MELS (page 50)	267 345 090	268 584 562,88	264 005 369,84	4 579 193,04	2%
00020	Subvention d'investissement (CS à statut particulier) (page 51)	0	0,00	0,00	0,00	0%
00030	Autres subventions et contributions (page 52)	1 279 612	1 058 094,62	1 071 238,97	-13 144,35	-1%
00040	Taxe scolaire (page 53)	62 758 720	64 427 555,69	56 700 032,34	7 727 523,35	14%
00050	Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours (page 54)	1 092 254	1 426 383,49	1 628 547,15	-202 163,66	-12%
980	Ventes de biens et services (page 55)	20 934 656	25 770 812,17	26 060 832,34	-290 020,17	-1%
00060	Revenus divers (page 56)	2 239 130	3 988 805,70	3 985 723,94	3 081,76	0%
966	Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (page 32)	66 000	76 289,53	71 504,70	4 784,83	7%
00000	Total des revenus	355 715 462	365 332 504,08	353 523 249,28	11 809 254,80	3%
DÉPENSES						
10000	Activités d'enseignement et de formation (page 81)	179 143 565	180 519 401,96	172 809 813,67	7 709 588,29	4%
20000	Activités de soutien à l'enseignement et à la formation (page 82)	81 221 018	84 280 417,60	78 981 962,33	5 298 455,27	7%
30000	Services d'appoint (page 83)	36 820 177	38 540 382,56	36 070 747,84	2 469 634,72	7%
50000	Activités administratives (page 84)	15 679 118	15 033 407,34	15 209 417,54	-176 010,20	-1%
60000	Activités relatives aux biens meubles et immeubles (page 85)	32 559 876	35 651 219,32	34 467 753,16	1 183 466,16	3%
70000	Activités connexes (page 86)	10 291 708	10 834 837,43	15 939 459,92	-5 104 622,49	-32%
964	Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles (pages 100 et 101)	0	-4 369 734,00	-10 399,24	-4 359 334,76	41920%
00100	Total des dépenses	355 715 462	360 489 932,21	353 468 755,22	7 021 176,99	2%
00200	SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	0	4 842 571,87	54 494,06	4 788 077,81	8786%

ÉTAT DES RÉSULTATS - EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014

Résultats par secteur

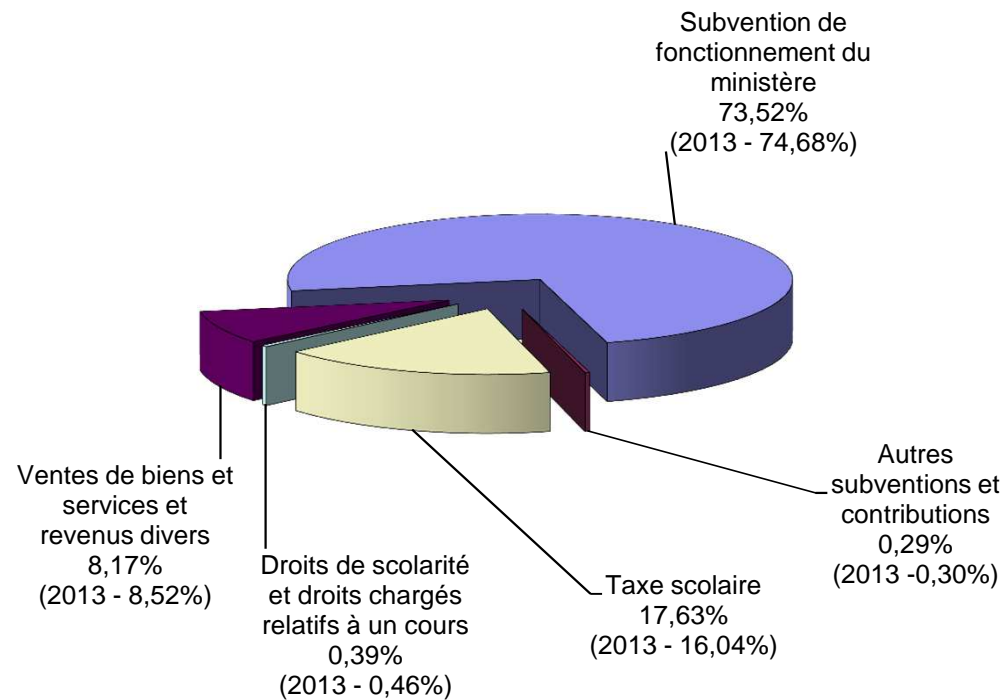
	SECTEURS			TOTAL
	JEUNES	FORM. PROF.	EDUC. ADUL.	2014
Revenus				
Allocations et autres revenus	325 357 513 \$	30 415 170 \$	12 819 532 \$	368 592 215 \$
Dépenses				
Dépenses de fonctionnement et d'investissements	321 127 510 \$	30 191 774 \$	13 540 382 \$	364 859 666 \$
Surplus (déficit) de l'exercice avant la variation de la subvention - Financement et le gain sur échange de terrains	4 230 003 \$	223 396 \$	(720 850 \$)	3 732 549 \$
Variation de la subvention - Financement	(3 259 711) \$	0 \$	0 \$	(3 259 711) \$
Gain sur échange de terrains	4 369 734 \$			
Surplus de l'exercice (1) et (2)	5 340 026 \$	223 396 \$	(720 850 \$)	4 842 572 \$

Note 1 : Le résultat de l'exercice du secteur "Jeunes" inclus les écritures de financement et d'amortissement.
Ces écritures ne sont pas ventilées entre les secteurs.

Note 2 : Le résultat de l'exercice du secteur "Jeunes" inclus le gain sur échange de terrains.

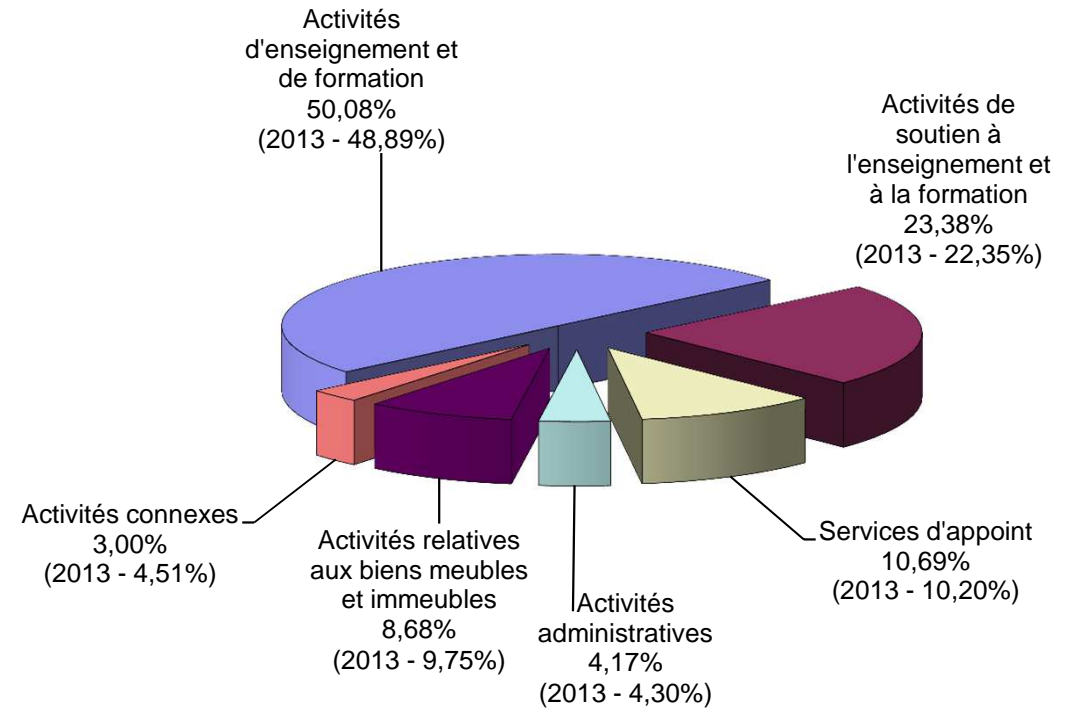
Ventilation du surplus de l'exercice par niveau				
Écoles primaires	1 108 140 \$			1 108 140 \$
Écoles spécialisées	158 515 \$			158 515 \$
Écoles secondaires	(398 907 \$)			(398 907 \$)
Centres de formation professionnelle		45 779 \$		45 779 \$
Centres d'éducation des adultes			(720 850 \$)	(720 850 \$)
Enveloppes centralisées	102 544 \$	177 617 \$	0 \$	280 161 \$
Gain sur échange de terrains	4 369 734 \$			4 369 734 \$
Surplus de l'exercice	5 340 026 \$	223 396 \$	(720 850 \$)	4 842 572 \$

Revenus par source



- Subvention de fonctionnement du ministère (268 584 563 \$)
- Autres subventions et contributions (1 058 095 \$)
- Taxe scolaire (64 427 556 \$)
- Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours (1 426 383 \$)
- Ventes de biens et services et revenus divers (29 835 907 \$)

Dépenses par activité



- Activités d'enseignement et de formation (180 519 402 \$)
- Activités de soutien à l'enseignement et à la formation (84 280 418 \$)
- Services d'appoint (38 540 383 \$)
- Activités administratives (15 033 407 \$)
- Activités relatives aux biens meubles et immeubles (31 281 485 \$)
- Activités connexes (10 834 837 \$)

État des surplus (déficits) accumulés

Exercice terminé le 30 juin 2014

	A	B
	2014	2013
00010 SURPLUS (DÉFICITS) ACCUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS	22 483 037,78	22 428 543,72
00020 Redressements affectant les exercices antérieurs (page 120)	0,00	0,00
00030 Solde redressé	22 483 037,78	22 428 543,72
00040 Surplus (déficit) de l'exercice (page 3)	4 842 571,87	54 494,06
90000 SURPLUS (DÉFICITS) ACCUMULÉS À LA FIN	27 325 609,65	22 483 037,78

Calcul des surplus accumulés disponibles

Exercice terminé le 30 juin 2014

		A 2013-2014
1000	Surplus accumulés disponibles au 30 juin 2014	27 325 609,65
	Moins:	
2000	Valeur comptable nette des terrains	11 691 824,00
3000	Subvention à recevoir - Financement (Avantages sociaux)	15 944 491,51
3100	Congés de maladie	3 851 005,15
3200	Vacances	10 064 763,01
3300	Indemnités de départ	190 956,00
3400	Assurance-traitement	1 637 024,15
3500	Autres congés sociaux	200 743,20
4000	SURPLUS ACCUMULÉS DISPONIBLES AU 30 JUIN 2014 (L1000 - L2000 - L3000 si > 0)	0,00

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

1 - STATUTS

La commission scolaire est constituée en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Les états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux exigences de l'article 284 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3).

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de la commission scolaire sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* et l'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Les renseignements fournis dans les états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs jugements et estimations de la direction.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la commission scolaire par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des dépenses de la période présentée dans les états financiers. Des estimations et des hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie utile des immobilisations, les frais courus, la provision pour avantages sociaux futurs et le passif environnemental. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la commission scolaire consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Actifs financiers

Les débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir, sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de la période de cette provision est imputée aux dépenses.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les stocks destinés à la vente sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Ils sont réduits au moyen d'une provision pour moins-value lorsqu'une baisse de valeur durable est constatée. La variation de la période de cette provision est imputée à la dépense. Les provisions pour moins-value ne sont pas subséquentement annulées si la valeur du placement remonte par la suite.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt.

Passifs

Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations

Les contributions reçues relativement à l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables sont reportées et virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes périodes que celles utilisées pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent, conformément aux stipulations dont sont assortis ces paiements de transfert.

Revenus reportés

Les sommes reçues concernant des revenus qui seront gagnés dans une période ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés au passif de l'état de la situation financière.

Des revenus peuvent être comptabilisés à titre de revenus reportés s'ils sont assortis des trois stipulations suivantes :

- Une clause de finalité qui ne laisse à la commission scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à l'utilisation des ressources transférées;
- Une clause temporelle future qui ne laisse à la commission scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à la période ou aux périodes au cours desquelles les sommes reçues doivent être utilisées ou consommées;
- Des clauses de reddition de comptes qui exigent une surveillance continue de l'exécution et qui imposent des conséquences en cas de non-respect des conditions du transfert, telles que le remboursement des ressources transférées.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la commission scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la période de la commission scolaire envers ces régimes gouvernementaux sont acquittées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans les états financiers.

Autres avantages sociaux futurs

Les obligations à long terme découlant d'autres avantages sociaux accordés à des employés, tels les congés de maladie, les vacances, les heures supplémentaires accumulées, l'assurance traitement et les autres congés sociaux (maternité, paternité), sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de la période de la provision est imputée aux dépenses.

Passif environnemental

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la commission scolaire, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif environnemental dès que la contamination survient ou dès que la commission scolaire en est informée. Le passif environnemental comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a signifié qu'il prendra en charge les coûts découlant de la réhabilitation de terrains contaminés existants au 31 mars 2008 et inventoriés au 31 mars 2011, de même que les variations de ces passifs au 30 juin 2014. La commission scolaire est donc en mesure de constater un compte à recevoir du gouvernement du Québec afin de compenser les coûts liés à ce passif environnemental. Tout passif constaté après le 31 mars 2011 pour des terrains non inventoriés à cette date est pris en charge par la commission scolaire et est inscrit aux résultats dans l'exercice concerné.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de la période, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	<u>Périodes</u>
Aménagements de terrain	10 ou 20 ans
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	15 à 50 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipement spécialisé lié à l'éducation	10 ou 20 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Manuels scolaires – achats initiaux	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Développement informatique	5 ans
Réseau de télécommunication	20 ans

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins et d'installations, et leur coût est imputé aux dépenses de la période au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

Les sommes reçues d'organismes sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés et sont virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même période que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'acquisition de terrains sont constatées dans les revenus de la période où les terrains sont acquis.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la commission scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation doit être réduit pour refléter la baisse de valeur.

Stocks

Les stocks composés de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des activités au cours de la ou des prochaines périodes sont présentés à titre d'actifs non financiers.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de la période pour des services dont la commission scolaire bénéficiera au cours de la ou des prochaines périodes. Ces frais seront imputés aux dépenses au moment où la commission scolaire bénéficiera des services acquis.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des revenus

Les revenus de subventions du MELS et des autres ministères et organismes sont constatés dans la période au cours de laquelle les transferts ont été autorisés et si la commission scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de cette période. La direction est d'avis que l'autorisation de payer fait partie intégrante du processus d'autorisation des paiements de transfert, de sorte que ceux-ci ne sont comptabilisés que lorsque le cédant dispose de crédits budgétaires suffisants votés par l'Assemblée nationale. La constatation d'un revenu de subvention peut être reportée à une période subséquente lorsque la commission scolaire remplit certaines conditions, lesquelles sont décrites dans la méthode comptable Passifs – Revenus reportés.

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés lors du dépôt du rôle de perception et les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur, à la condition que la commission scolaire s'attende à les percevoir. Les revenus tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

Les principales sources de revenus de la commission scolaire, autres que les transferts et la taxe scolaire, sont les revenus provenant des étudiants, des ventes externes et des recouvrements de coûts directs inclus dans le poste Autres revenus. Les revenus sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été fournis;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis. Les revenus reportés représentent les encaissements pour lesquels les revenus ne sont pas gagnés.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

3 - PRÉSENTATION DES DONNÉES BUDGÉTAIRES

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), la commission scolaire a produit des prévisions budgétaires pour le présent exercice. Celles-ci ont été dûment adoptées par le conseil des commissaires.

Ces données budgétaires ne sont pas préparées selon le même niveau de détail que les données réelles présentées dans les états financiers.

Le sommaire des prévisions budgétaires adoptées initialement par le conseil d'administration sont comparées aux données réelles correspondantes :

	Budget 2013-2014	Réel 2013-2014
REVENUS		
Subvention de fonctionnement du MELS	267 345 090 \$	268 584 563 \$
Autres subventions et contributions	1 279 612 \$	1 058 095 \$
Taxe scolaire	62 758 720 \$	64 427 556 \$
Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours	1 092 254 \$	1 426 383 \$
Ventes de biens et services	20 934 656 \$	25 770 812 \$
Revenus divers	2 239 130 \$	3 988 806 \$
Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	66 000 \$	76 289 \$
Total des revenus	355 715 462 \$	365 332 504 \$
DÉPENSES		
Activités d'enseignement et de formation	179 143 565 \$	180 519 402 \$
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	81 221 018 \$	84 280 418 \$
Services d'appoint	36 820 177 \$	38 540 383 \$
Activités administratives	15 679 118 \$	15 033 407 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	32 559 876 \$	35 651 219 \$
Activités connexes	10 291 708 \$	10 834 837 \$
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles		(4 369 734) \$
Total des dépenses	355 715 462 \$	360 489 932 \$
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	0 \$	4 842 572 \$

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

4 - EMPRUNTS À COURT TERME

L'emprunt bancaire et les acceptations bancaires sont autorisés mensuellement par le MELS. L'ouverture de crédit autorisée est de 139 690 659 \$. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel (3 %) et est garanti par le MELS. Les acceptations bancaires, échéant à différentes dates jusqu'au 15 août 2014, portent intérêt au taux de 1,58 % et sont garanties par le MELS.

5 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Parmi les obligations à long terme découlant d'avantages sociaux accordés à des salariés, la commission scolaire dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie, conformément aux diverses conventions collectives en vigueur. Ce programme permet à certains employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées.

					2014	2013
	Congés de maladie	Vacances	Heures supplémentaires	Assurance traitement et autres avantages sociaux futurs	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	4 010 245	11 663 163	641 832	2 177 181	18 492 421	18 187 196
Dépenses de l'exercice	5 792 753	8 713 327	393 307	9 240 303	24 139 690	21 609 064
Montants versés au cours de l'exercice	5 490 536	8 217 633	443 757	8 818 547	22 970 473	21 303 839
Solde à la fin	4 312 462	12 158 857	591 382	2 598 937	19 661 638	18 492 421

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

6 - DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION

Montant de l'émission	Date d'émission	Taux d'intérêt	Solde au 30 juin 2013	Émission de l'exercice	Versement en capital	Solde au 30 juin 2014	Date d'échéance
14 960 000 \$	2000/09/15	6,250%	7 784 000 \$		598 000 \$	7 186 000 \$	2015-12-01
5 300 000 \$	2002/05/30	6,176%	1 802 000 \$		318 000 \$	1 484 000 \$	2015-12-01
34 708 000 \$	2007/06/28	5,015%	25 118 000 \$		25 118 000 \$	0 \$	
5 292 000 \$	2007/06/28	4,900%	756 000 \$		756 000 \$	0 \$	
25 000 000 \$	2008/06/19	4,082%	21 000 000 \$		1 000 000 \$	20 000 000 \$	2015-12-01
3 738 000 \$	2010/06/17	3,813%	2 136 000 \$		534 000 \$	1 602 000 \$	2017-06-01
45 000 000 \$	2010/06/17	2,930%	41 148 000 \$		41 148 000 \$	0 \$	
37 682 000 \$	2011/06/15	3,070%	36 175 000 \$		1 507 000 \$	34 668 000 \$	2017-12-01
4 326 000 \$	2012/03/30	1,719%	2 884 000 \$		1 442 000 \$	1 442 000 \$	2015-05-29
22 200 000 \$	2012/03/30	1,823%	22 200 000 \$		888 000 \$	21 312 000 \$	2015-11-30
25 000 000 \$	2012/05/04	2,664%	25 000 000 \$		2 543 000 \$	22 457 000 \$	2018-12-01
5 082 000 \$	2012/06/13	1,992%	5 082 000 \$		437 000 \$	4 645 000 \$	2016-12-01
22 450 000 \$	2013/03/15	2,149%	22 450 000 \$		898 000 \$	21 552 000 \$	2018-06-01
1 538 000 \$	2013/05/30	1,493%	1 538 000 \$		0 \$	1 538 000 \$	2016-09-01
39 500 000 \$	2014/02/14	2,073%	0 \$	39 500 000 \$	0 \$	39 500 000 \$	2018-12-19
39 625 000 \$	2014/03/03	2,094%	0 \$	39 625 000 \$	0 \$	39 625 000 \$	2018-12-19
1 923 000 \$	2014/04/17	1,564%	0 \$	1 923 000 \$	0 \$	1 923 000 \$	2017-06-01
			<u>215 073 000 \$</u>	<u>81 048 000 \$</u>	<u>77 187 000 \$</u>	<u>218 934 000 \$</u>	
Frais reportés liés aux dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention			<u>540 125 \$</u>	<u>347 545 \$</u>	<u>198 400 \$</u>	<u>689 270 \$</u>	
			<u>214 532 875 \$</u>	<u>80 700 455 \$</u>	<u>76 988 600 \$</u>	<u>218 244 730 \$</u>	

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)
Notes complémentaires

au 30 juin 2014

6 – DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION (suite)

Les versements en capital exigibles sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	<u>\$</u>
2015	13 889 000
2016	58 763 000
2017	14 918 000
2018	56 060 000
2019	75 304 000

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

7 - IMMOBILISATIONS

	2014		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains et aménagements de terrains			
Terrains	11 691 824		11 691 824
Aménagements de terrains	8 051 799	492 461	7 559 338
Bâtiments			
Bâtiments acquis ou construits	302 408 282	216 891 956	85 516 326
Améliorations majeures aux bâtiments	91 264 429	6 074 401	85 190 028
Matériel et équipement			
Équipement informatique	10 224 952	5 533 930	4 691 022
Équipement de communication multimédia	2 287 329	855 780	1 431 549
Mobilier et équipement de bureau	3 962 914	2 160 195	1 802 719
Autres équipements	2 882 006	439 813	2 442 193
Documents de bibliothèque	3 061 815	852 636	2 209 179
Manuels scolaires	4 823 083	4 086 799	736 284
Matériel roulant	458 917	217 616	241 301
Équipements spécialisés liés à l'éducation	5 402 938	1 471 423	3 931 515
Développement informatique	28 559	25 941	2 618
Réseaux de télécommunications	3 664 444	1 327 890	2 336 554
	<u>450 213 291</u>	<u>240 430 841</u>	<u>209 782 450</u>

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

7 - IMMOBILISATIONS (suite)

	2013		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains et aménagements de terrains			
Terrains	7 269 786		7 269 786
Aménagements de terrains	2 785 026	330 905	2 454 121
Bâtiments			
Bâtiments acquis ou construits	295 134 082	213 016 389	82 117 693
Améliorations majeures aux bâtiments	73 092 300	3 841 354	69 250 946
Matériel et équipement			
Équipement informatique	12 370 999	7 441 273	4 929 726
Équipement de communication multimédia	1 172 771	547 057	625 714
Mobilier et équipement de bureau	3 334 015	1 500 812	1 833 203
Autres équipements	2 150 460	281 568	1 868 892
Documents de bibliothèque	2 578 824	581 613	1 997 211
Manuels scolaires	4 823 083	3 208 561	1 614 522
Matériel roulant	425 775	182 812	242 963
Équipements spécialisés liés à l'éducation	4 859 663	1 023 760	3 835 903
Développement informatique	28 559	20 467	8 092
Réseaux de télécommunications	3 068 580	1 164 163	1 904 417
	<u>413 093 923</u>	<u>233 140 734</u>	<u>179 953 189</u>

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

7 - IMMOBILISATIONS (suite)

Le détail des immobilisations est présenté à la page 40 du rapport financier.

Le total des immobilisations inclut ce qui suit :

- Des immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur d'un montant de 23 601 984 \$ (11 417 815 \$ au 30 juin 2013), soit 7 313 004 \$ pour des bâtiments (38 804 \$ au 30 juin 2013), 5 109 049 \$ pour des aménagements (694 971 \$ au 30 juin 2013) et 11 179 931 \$ (10 684 040 \$) pour des améliorations majeures aux bâtiments. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Au cours de l'exercice, la commission scolaire a cédé un terrain d'un coût de 214 591 \$ (juste valeur de 3 268 971 \$) en échange d'un terrain d'une juste valeur de 4 584 325 \$. Cette opération a entraîné la comptabilisation d'un gain sur disposition d'immobilisations corporelles de 4 367 734 \$ lequel inclut un montant de 1 315 354 \$ d'immobilisations acquises par donations

8 - GESTION DES RISQUES ET RISQUES FINANCIERS

Politique de gestion des risques

La commission scolaire est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2014.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la commission scolaire est principalement attribuable aux débiteurs (excluant les taxes à la consommation). Afin de réduire son risque de crédit, la commission scolaire analyse régulièrement le solde des débiteurs (excluant les taxes à la consommation) et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

Le risque de crédit lié à l'encaisse est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans des institutions financières reconnues dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

La valeur comptable des principaux actifs de la commission scolaire représente son exposition maximale au risque de crédit.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000) Notes complémentaires

au 30 juin 2014

8- GESTION DES RISQUES ET RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la commission scolaire au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

9 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Dans le cadre de ses opérations, la commission scolaire a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes.

- Un montant de 19 925 760 \$ pour des contrats de construction, de rénovation d'école et d'aménagements de terrain à être réalisés en 2014-2015.
- Un montant de 40 219 821 \$ pour des contrats de transport scolaire échéant le 30 juin 2017. Les versements pour les trois prochains exercices s'élèvent à 13 406 607 \$ pour chaque exercice.
- Un montant de 1 558 898 \$ pour des contrats d'entretien ménager, échéant au plus tard le 30 juin 2015.
- Un montant de 663 249 \$ pour des contrats d'enlèvement des rebuts, échéant le 30 juin 2017. Les versements pour les trois prochains exercices s'élèvent à 221 083 \$ pour chaque exercice.
- Un montant de 83 290 \$ pour des contrats d'entretien paysager, échéant le 30 novembre 2014.
- Un montant de 696 821 \$ pour des contrats de déneigement, échéant au plus tard le 30 juin 2015.
- Un montant de 1 016 637 \$ pour des contrats de télécommunications échéant au plus tard le 2 juillet 2022. Les versements pour les prochains exercices s'élèvent à 425 893 \$ en 2014-2015, 216 110 \$ en 2015-2016 et 62 439 \$ pour chacun des exercices de 2016-2017 à 2021-2022.
- Un montant de 358 207 \$ pour un contrat de location de photocopieurs échéant le 31 mars 2015.
- Un montant de 1 777 356 \$ pour un bail échéant le 31 janvier 2017 pour l'immeuble situé au 2525, Fernand-Lafontaine, et un montant de 233 506 \$ pour un bail échéant le 30 juin 2015 (renouvelable pour trois ans à compter du 1^{er} juillet 2015) pour le gymnase du Collège Édouard-Montpetit situé au 945, chemin de Chambly. Les versements pour les prochains exercices s'élèvent à 921 515 \$ pour 2014-2015, 688 009 \$ pour 2015-2016 et 401 338 \$ pour 2016-2017.

Commission scolaire Marie-Victorin (864000)

Notes complémentaires

au 30 juin 2014

9 – OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (suite)

- Un montant de 178 829 \$, pour un programme d'aide aux employés échéant au plus tard le 30 avril 2016. Les versements pour les prochains exercices s'élèvent à 98 877 \$ en 2014-2015 et 79 951 \$ en 2015-2016.
- Conformément aux différentes conventions collectives, la Commission scolaire s'est engagée à fournir des activités de perfectionnement représentant 673 446 \$, des activités d'encadrement des stagiaires représentant 909 191 \$, ainsi que des activités de soutien d'intégration à la formation générale des jeunes représentant 754 928 \$.
- Dans le cadre des allocations émises en vertu des ententes de principes conclues en 2010, un montant de 514 830 \$ est disponible au 30 juin 2014, pour le soutien à la composition de la classe au secteur des jeunes. Également, un montant de 142 038 \$ est disponible au 30 juin 2014, pour les ressources professionnelles en soutien à la réussite des jeunes et des adultes.
- Un montant de 136 317 \$ pour un contrat d'entretien des installations aquatiques échéant le 4 janvier 2015.
- Un montant de 34 583 \$ pour l'entretien des ascenseurs et monte-charges échéant le 30 juin 2015.

10 - ÉVENTUALITÉS

Des griefs de la part d'employés ont été transmis auprès de la commission scolaire. Ces griefs pourraient faire l'objet de réclamations auprès de la commission scolaire. Il n'est pas possible de déterminer actuellement l'issue de ces griefs et aucune provision n'a été enregistrée aux livres. Advenant que la commission scolaire ait des sommes à déboursier à l'égard de ces griefs, elles seraient comptabilisées dans l'exercice où aura lieu le règlement.

11 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la commission scolaire est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La commission scolaire n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations sont divulguées distinctement aux pages 190 et 191 du rapport financier.

12 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

ANNEXES

Dépenses par activité

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
11000	Éducation préscolaire	10 674 969,05	1 207 252,13	17 419,42	144,00	102 968,54	13 282,86	1 067,15	5 774,18	12 022 877,33	11 072 533,25
11100	Maternelle quatre ans	0,00	0,00	0,00	0,00	1 532,87	0,00	0,00	142,01	1 674,88	0,00
11200	Maternelle cinq ans	10 674 969,05	1 207 252,13	17 419,42	144,00	101 435,67	13 282,86	1 067,15	5 632,17	12 021 202,45	11 072 533,25
12000	Enseignement primaire	61 543 121,73	6 637 933,56	50 927,83	2 748,54	923 895,97	107 228,19	19 231,81	72 379,93	69 357 467,56	66 404 880,03
13000	Enseignement secondaire général	35 063 078,92	3 832 852,83	43 807,18	5 075,73	793 031,35	249 024,24	16 438,84	7 714,50	40 011 023,59	38 560 269,79
14000	Formation professionnelle	16 150 732,92	1 739 797,83	14 360,72	29 506,53	2 313 007,22	847 996,34	78 801,46	12 315,73	21 186 518,75	20 396 293,15
14100	Programmes édictés par le MELS 14100 à 14600	15 944 182,85	1 712 956,84	14 360,72	27 982,69	2 288 454,09	465 644,02	71 885,13	11 093,53	20 536 559,87	19 186 709,12
14110	Administration, commerce et informatique (01)	2 262 674,03	200 703,66	1 442,94	2 196,56	44 184,58	24 570,79	2 148,43	1 606,73	2 539 527,72	2 573 452,16
14160	Agriculture et pêches (02)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14210	Alimentation et tourisme (03)	2 689 518,72	295 225,31	2 342,61	1 774,18	837 849,15	75 622,00	11 175,88	286,83	3 913 794,68	3 876 197,57
14230	Arts (04)	494 840,40	52 602,88	1 567,83	593,09	27 947,91	3 953,23	1 370,94	940,22	583 816,50	553 056,06
14250	Bois et matériaux connexes (05)	106 024,56	10 162,78	1 832,98	59,88	15 358,07	4 053,16	470,84	0,00	137 962,27	104 275,20
14270	Chimie et biologie (06)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14280	Environnement et aménagement du territoire (08)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14310	Bâtiment et travaux publics (07)	2 708 127,30	293 066,34	3 310,61	960,62	518 255,33	153 952,36	24 257,87	4 365,22	3 706 295,65	3 474 015,07
14360	Électrotechnique (09)	1 778 020,22	193 435,86	4 406,37	1 110,95	263 334,52	56 330,69	15 309,91	808,39	2 312 756,91	2 276 290,22
14410	Fabrication mécanique (11)	508 907,43	54 142,55	632,43	669,05	72 142,63	49 402,07	8 248,78	153,66	694 298,60	674 316,65
14440	Foresterie et papier (12)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14450	Entretien d'équipement motorisé (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14480	Communication et documentation (13)	680 167,35	74 246,64	-1 539,62	681,19	33 191,00	7 795,79	2 879,90	275,00	797 697,25	891 759,50
14510	Mécanique d'entretien (14)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14550	Métallurgie (16)	483 126,74	51 671,69	19,62	21,68	204 339,77	25 389,00	1 723,27	817,96	767 109,73	681 899,81
14580	Cuir, textile et habillement (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14610	Santé (19)	3 282 672,07	383 448,99	-566,84	17 629,69	137 498,19	39 359,48	3 366,02	1 033,69	3 864 441,29	2 988 734,24
14620	Services sociaux, éducatifs et juridiques (20)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14630	Soins esthétiques (21)	950 104,03	104 250,14	911,79	2 285,80	134 352,94	25 215,45	933,29	805,83	1 218 859,27	1 092 712,64
14650	Transport (17)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14660	Mines et travaux de chantier (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14800	Programmes spécifiques à l'entreprise et autres cours de formation professionnelle	206 550,07	26 840,99	0,00	1 523,84	24 553,13	382 352,32	6 916,33	1 222,20	649 958,88	115 413,64
14900	Formation professionnelle - Autres										1 094 170,39

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
15000	Enseignement particulier	26 629 466,76	3 008 955,65	33 212,67	55 200,01	240 531,76	89 403,17	6 791,49	35 691,14	30 099 252,65	28 972 900,42
15100	Éducation préscolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	3 108,51	565,16	0,00	173,67	3 847,34	5 035,63
15110	Enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	3 108,51	565,16	0,00	173,67	3 847,34	4 159,78
15120	Enfants en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage										875,85
15200	Enseignement primaire	9 676 338,53	1 113 068,42	2 349,57	11 808,19	89 388,55	4 873,34	3 441,39	4 516,79	10 905 784,78	10 585 371,48
15210	Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	8 253 908,57	951 179,78	1 467,68	11 808,19	66 880,92	3 756,62	3 186,84	3 362,26	9 295 550,86	2 530 608,80
15220	Élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage										6 624 937,35
15230	Élèves en classe d'accueil et de francisation	1 422 429,96	161 888,64	881,89	0,00	22 507,63	1 116,72	254,55	1 154,53	1 610 233,92	1 429 825,33
15300	Enseignement secondaire	16 953 128,23	1 895 887,23	30 863,10	43 391,82	148 034,70	83 964,67	3 350,10	31 000,68	19 189 620,53	18 382 493,31
15310	Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	15 807 446,75	1 772 982,42	22 957,14	41 898,82	123 046,78	75 176,64	2 920,19	28 967,29	17 875 396,03	4 458 675,81
15320	Élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage										12 800 864,78
15330	Élèves en classe d'accueil et de francisation	1 145 681,48	122 904,81	7 905,96	1 493,00	24 987,92	8 788,03	429,91	2 033,39	1 314 224,50	1 122 952,72
18000	Formation générale des adultes	6 757 901,43	754 309,35	3 630,28	4 411,24	295 100,63	21 511,91	3 482,24	1 915,00	7 842 262,08	7 402 937,03
10000	TOTAL	156 819 270,81	17 181 101,35	163 358,10	97 086,05	4 668 535,47	1 328 446,71	125 812,99	135 790,48	180 519 401,96	172 809 813,67

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION	A	B		C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX								
100	200	300	400	500	600	800						
21000	Gestion des écoles et des centres	20 095 207,84	2 430 082,46	16 357,01	22 870,18	611 834,17	1 075 968,56	32 271,10	418 625,07	24 703 216,39	26 866 095,91	
21100	Direction et soutien des écoles et des centres	19 520 583,63	2 356 139,42	9 723,19	22 870,18	238 192,68	256 792,93	22 680,56	408 341,13	22 835 323,72	25 019 173,22	
21110	Direction et soutien des écoles primaires	8 953 409,18	1 040 425,74	30 838,13	10 004,96	83 070,30	67 709,02	9 874,91	255 298,43	10 450 630,67		
21120	Direction des écoles secondaires et des centres	8 100 540,34	993 959,79	-66 745,68	12 856,78	153 554,76	174 259,82	12 805,65	101 511,16	9 482 742,62		
21130	Gestion des ressources financières à l'école secondaire ou au centre	621 106,68	77 175,48	15 307,59	8,44	-2 241,69	0,00	0,00	51 132,94	762 489,44		
21140	Gestion de la paie à l'école secondaire ou au centre	97 123,36	12 481,56	2 068,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 673,87		
21150	Gestion de l'approvisionnement à l'école secondaire ou au centre	302 141,60	35 783,53	8 984,48	0,00	261,40	1 704,45	0,00	15,64	348 891,10		
21160	Organisation scolaire à l'école secondaire ou au centre	1 446 262,47	196 313,32	19 269,72	0,00	3 547,91	13 119,64	0,00	382,96	1 678 896,02		
21200	Imprimerie et reprographie d'enseignement	469 526,34	59 106,34	6 495,01	0,00	367 624,95	678 527,30	2 412,51	10 283,94	1 593 976,39	1 568 917,33	
21300	Direction et soutien du programme d'études post-secondaires (CS à statut particulier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21400	Messagerie et téléphonie des écoles et des centres	105 097,87	14 836,70	138,81	0,00	6 016,54	140 648,33	7 178,03	0,00	273 916,28	278 005,36	
22000	Moyens d'enseignement	3 916 507,12	543 184,38	2 496,27	5 247,83	102 170,74	485 244,03	225 778,82	202,50	5 280 831,69	2 938 627,90	
22100	Bibliothèque et audiovisuel	740 800,92	104 247,15	1 195,46	894,77	48 886,49	75 032,87	7 243,38	202,50	978 503,54	908 406,18	
22200	Informatique d'enseignement	1 337 435,58	175 622,91	6 376,46	4 333,17	53 104,21	410 211,16	218 535,44	0,00	2 205 618,93	2 030 221,72	
22300	Soutien technique à l'enseignement	1 838 270,62	263 314,32	-5 075,65	19,89	180,04	0,00	0,00	0,00	2 096 709,22		
23000	Services complémentaires	26 920 378,00	3 435 896,91	49 001,93	43 262,76	220 333,40	994 865,48	14 122,43	6 866,27	31 684 727,18	32 568 028,67	
23100	Services personnels à l'élève	23 238 717,56	2 966 924,54	47 283,12	38 466,20	107 792,25	877 061,89	12 635,83	3 570,28	27 292 451,67	24 080 769,60	
23110	Information et orientation scolaires et professionnelles	1 650 143,73	187 571,67	-3 351,47	2 026,07	8 370,88	357 639,82	217,30	317,50	2 202 935,50	2 267 540,34	
23120	Psychologie	2 800 101,40	270 052,03	5 209,63	1 750,42	22 249,61	238 835,80	928,80	16,41	3 339 144,10	3 213 309,79	
23130	Orthophonie	2 072 906,44	233 197,68	2 180,13	1 047,01	7 151,14	130 635,96	163,55	0,00	2 447 281,91	2 505 371,57	
23140	Psychoéducation et éducation spécialisée	16 715 565,99	2 276 103,16	43 244,83	33 642,70	70 020,62	149 950,31	11 326,18	3 236,37	19 303 090,16	16 094 547,90	
23200	Vie scolaire	3 248 956,98	420 484,10	1 680,89	4 374,78	11 529,50	75 642,60	827,27	2 149,22	3 765 645,34	6 087 486,28	
23210	Animation spirituelle et engagement communautaire	764 138,05	88 510,60	-1 095,01	3 782,78	7 252,42	12 370,54	457,39	1 222,30	876 639,07	971 869,73	
23220	Activités parascolaires (activités sportives, culturelles et sociales)										2 164 373,15	
23230	Encadrement et surveillance d'élèves	2 484 818,93	331 973,50	2 775,90	592,00	4 277,08	63 272,06	369,88	926,92	2 889 006,27	2 951 243,40	
23300	Santé et services sociaux	432 703,46	48 488,27	37,92	421,78	101 011,65	42 160,99	659,33	1 146,77	626 630,17	588 400,28	
23400	Soutien aux élèves ayant un handicap										1 811 372,51	
24000	Services pédagogiques particuliers et de formation d'appoint	7 642 349,42	975 538,98	5 456,60	3 797,03	155 863,31	696 998,35	3 403,52	39 394,39	9 522 801,60	8 646 858,42	
24100	Éducation populaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
24200	Orthopédagogie	5 212 676,42	597 278,65	2 205,17	1 346,05	17 968,23	2 562,62	1 719,63	113,74	5 835 870,51	5 262 261,68	
24300	Services d'accueil et de soutien à l'apprentissage de la langue française	1 131 633,61	138 169,92	1 327,31	99,61	10 741,00	79 384,56	69,47	1 063,36	1 362 488,84	1 269 628,43	
24400	Cours d'appoint, services d'enseignement à domicile ou en milieu hospitalier	1 202 191,05	195 149,58	1 924,12	2 351,37	127 379,54	615 051,17	1 614,42	38 217,29	2 183 878,54	1 984 501,20	
24500	Programmes particuliers de soutien et de formation	95 848,34	44 940,83	0,00	0,00	-225,46	0,00	0,00	0,00	140 563,71	130 467,11	
25000	Animation et développement pédagogique	6 393 683,73	676 687,12	2 337,72	33 125,52	18 253,72	56 277,79	1 959,30	5 035,26	7 187 360,16	7 095 964,14	
26000	Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel de soutien à l'enseignement	473 406,23	59 732,06	-244,12	150 936,09	723,27	224 319,21	0,00	200,00	909 072,74	866 387,29	
26100	Personnel de direction d'école et de centre	0,00	857,51	0,00	28 311,78	0,00	14 542,33	0,00	0,00	43 711,62	59 682,23	
26200	Personnel enseignant et de suppléance	378 535,03	46 696,32	0,00	60 052,71	166,75	94 528,00	0,00	200,00	580 178,81	533 142,03	
26300	Personnel professionnel	0,00	0,00	0,00	48 487,02	192,39	26 873,55	0,00	0,00	75 552,96	68 557,22	
26400	Personnel de soutien technique et administratif	94 871,20	12 178,23	-244,12	14 084,58	364,13	88 375,33	0,00	0,00	209 629,35	205 005,81	
26500	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27000	Activités sportives, culturelles et sociales	519 701,90	107 930,76	986,75	21 325,41	867 527,86	2 993 021,50	20 451,79	461 461,87	4 992 407,84		
20000	TOTAL	65 961 234,24	8 229 052,67	76 392,16	280 564,82	1 976 706,47	6 526 694,92	297 986,96	931 785,36	84 280 417,60	78 981 962,33	

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	SERVICES D'APPOINT	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
31000	Hébergement des élèves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31100	Résidences d'élèves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31200	Aide à la pension ou au transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
32000	Services alimentaires	194 684,71	32 961,94	-1 460,81	48,78	186 609,94	15 858,38	743,10	0,00	429 446,04	480 667,45
34000	Transport scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	76 514,24	13 468 243,55	393,66	1 035 094,97	14 580 246,42	14 086 059,93
34100	Transport quotidien des élèves	0,00	0,00	0,00	0,00	76 514,24	13 468 243,55	393,66	1 035 094,97	14 580 246,42	14 086 059,93
34200	Transport par entente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34300	Transport exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34400	Transport entre points de service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34500	Transport périodique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
36000	Service de garde	18 738 300,29	2 580 103,74	21 829,85	3 746,24	861 030,32	1 188 857,75	49 702,85	87 119,06	23 530 690,10	21 504 020,46
30000	TOTAL	18 932 985,00	2 613 065,68	20 369,04	3 795,02	1 124 154,50	14 672 959,68	50 839,61	1 122 214,03	38 540 382,56	36 070 747,84

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
51000	Conseil des commissaires et comités	248 495,99	14 150,65	185,89	9 418,54	1 571,87	68 514,12	0,00	51 197,21	393 534,27	390 894,38
51100	Commissaires d'écoles	248 495,99	13 833,66	185,89	3 131,74	-954,53	37 835,60	0,00	22 893,99	325 422,34	309 516,67
51200	Élections	0,00	8,51	0,00	49,05	13,32	3 614,41	0,00	0,00	3 685,29	3 628,60
51300	Autres comités	0,00	308,48	0,00	6 237,75	2 513,08	5 891,60	0,00	28 303,22	43 254,13	39 533,14
51400	Protecteur de l'élève	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 172,51	0,00	0,00	21 172,51	38 215,97
52000	Gestion	8 786 007,60	1 072 338,61	10 233,38	38 990,87	42 502,67	1 409 378,71	2 800,73	66 409,78	11 428 662,35	10 905 915,68
52100	Direction générale et secrétariat général	1 164 063,26	111 023,02	-9 139,36	12 424,51	2 746,58	54 876,65	83,11	54 713,12	1 390 790,89	1 317 752,54
52110	Direction générale	879 734,41	78 219,84	-10 211,59	9 463,65	1 219,33	47 642,72	0,00	53 497,40	1 059 565,76	1 042 925,60
52120	Secrétariat général	284 328,85	32 803,18	1 072,23	2 960,86	1 527,25	7 233,93	83,11	1 215,72	331 225,13	274 826,94
52200	Gestion des services éducatifs	1 828 434,44	221 732,31	-1 612,63	7 654,61	15 212,53	165 139,24	1 016,83	8 028,60	2 245 605,93	2 418 718,34
52210	Gestion des services éducatifs-formation générale des jeunes	1 201 876,03	139 943,30	7 959,78	4 418,90	9 401,11	35 959,16	146,44	3 458,38	1 403 163,10	1 404 303,97
52220	Gestion des services éducatifs-formation générale des adultes	153 655,99	25 001,95	-9 720,71	561,64	2 148,69	29 434,61	453,72	466,35	202 002,24	343 847,48
52230	Gestion des services éducatifs-formation professionnelle	431 962,32	51 096,61	119,52	2 665,17	2 447,57	70 194,25	334,02	2 857,63	561 677,09	599 548,23
52240	Gestion des services éducatifs-services aux entreprises	40 940,10	5 690,45	28,78	8,90	1 215,16	29 551,22	82,65	1 246,24	78 763,50	71 018,66
52300	Gestion administrative	5 793 509,90	739 583,28	20 985,37	18 911,75	24 543,56	1 189 362,82	1 700,79	3 668,06	7 792 265,53	7 169 444,80
52310	Gestion des ressources financières	1 134 151,90	146 625,27	4 982,47	1 997,03	1 087,30	23 287,32	-21,11	102,74	1 312 212,92	1 287 477,25
52320	Gestion de la taxe scolaire	212 395,07	26 845,12	647,38	332,70	22 578,78	78 224,53	7,66	23,00	341 054,24	250 522,12
52330	Gestion des ressources humaines	1 387 958,23	174 064,96	1 641,09	2 724,00	-14 107,42	796 113,28	476,57	2 164,72	2 351 035,43	2 365 251,24
52340	Gestion de la paie	679 341,30	89 232,16	4 865,69	53,31	1 395,28	104 171,72	0,00	0,00	879 059,46	672 984,43
52350	Gestion des ressources matérielles	1 709 214,48	211 928,67	10 489,18	13 210,59	12 933,88	122 549,06	925,00	1 351,74	2 082 602,60	1 809 760,63
52360	Gestion de l'approvisionnement	364 479,14	49 502,87	-429,79	239,48	-6,76	36 907,71	0,00	0,00	450 692,65	396 314,46
52370	Gestion du transport scolaire	305 969,78	41 384,23	-1 210,65	354,64	662,50	28 109,20	312,67	25,86	375 608,23	387 134,67
53000	Services corporatifs	1 690 673,33	209 156,21	2 871,11	8 286,38	23 420,59	1 158 031,04	-1 714,50	52 822,72	3 143 546,88	3 831 633,87
53100	Informatique de gestion	1 118 317,59	140 176,39	84,90	5 505,75	9 129,59	321 002,03	7 558,55	3 801,99	1 605 576,79	2 127 565,20
53200	Imprimerie et reprographie de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 850,47	0,00	0,00	35 850,47	18 178,27
53300	Messagerie et téléphonie de gestion	117 683,13	15 813,41	580,91	1 640,50	11 556,22	374 639,69	-9 691,93	0,00	512 221,93	599 472,79
53400	Archives	182 084,83	22 162,01	3 659,56	591,72	1 902,61	37 705,73	411,22	27,25	248 544,93	256 964,50
53500	Affaires corporatives, communications et vérification interne	272 587,78	31 004,40	-1 454,26	548,41	832,17	388 833,12	7,66	48 993,48	741 352,76	829 453,11
53510	Affaires corporatives	430,31	109,34	0,00	25,38	156,95	286 751,31	0,00	48 993,48	336 466,77	377 915,77
53520	Communications	235 985,58	26 304,12	328,24	522,10	634,20	102 081,81	0,00	0,00	365 856,05	378 050,58
53530	Vérification interne	36 171,89	4 590,94	-1 782,50	0,93	41,02	0,00	7,66	0,00	39 029,94	73 486,76
53600	Droits d'usage des services municipaux (CS à statut particulier)				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55000	Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier	0,00	597,21	0,00	13 573,12	0,00	53 464,07	0,00	29,44	67 663,84	80 973,61
55100	Personnel cadre, hors cadre et de gérance des activités administratives	0,00	235,72	0,00	12 439,63	0,00	27 187,87	0,00	29,44	39 892,66	30 655,03
55300	Personnel professionnel des activités administratives	0,00	0,00	0,00	463,88	0,00	2 367,23	0,00	0,00	2 831,11	17 962,17
55400	Personnel de soutien technique, administratif et ouvrier des activités administratives ou d'immeubles	0,00	361,49	0,00	669,61	0,00	23 908,97	0,00	0,00	24 940,07	32 356,41
55500	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50000	TOTAL	10 725 176,92	1 296 242,68	13 290,38	70 268,91	67 495,13	2 689 387,94	1 086,23	170 459,15	15 033 407,34	15 209 417,54

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
61000	Entretien et amortissement des biens meubles	369,71	81,10	0,00	0,00	80 128,94	119 970,40	5 597 693,11	0,00	5 798 243,26	5 785 365,23
00010	Entretien des biens meubles	369,71	81,10	0,00	0,00	80 128,94	119 970,40	88 784,90	0,00	289 335,05	162 363,77
00020	Amortissement des biens meubles							5 508 908,21		5 508 908,21	5 623 001,46
00030	Moins-value								0,00	0,00	0,00
00040	Abandon des travaux en cours								0,00	0,00	0,00
62000	Conservation et amortissement des biens immeubles	2 004 317,34	307 041,06	-3 176,39	138 196,89	752 440,09	3 256 438,54	6 451 876,63	2 437,50	12 909 571,66	12 414 152,92
00050	Conservation des biens immeubles	2 004 317,34	307 041,06	-3 176,39	138 196,89	752 440,09	3 256 438,54	17 979,20	2 437,50	6 475 674,23	6 594 313,30
00060	Amortissement des biens immeubles							6 433 897,43		6 433 897,43	5 819 839,62
00070	Moins-value								0,00	0,00	0,00
00080	Abandon des travaux en cours								0,00	0,00	0,00
63000	Entretien ménager	4 864 576,39	688 603,67	-3 700,84	1 808,43	429 005,16	3 043 782,01	12 272,67	105,28	9 036 452,77	8 493 343,18
64000	Consommation énergétique				0,00	5 851 096,98	0,00	0,00	0,00	5 851 096,98	5 314 858,89
65000	Location d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	926 031,36	0,00	0,00	926 031,36	901 821,20
65100	D'autres commissions scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65900	D'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	926 031,36	0,00	0,00	926 031,36	901 821,20
66000	Protection et sécurité	143 624,16	20 080,33	249,95	0,00	4 970,09	292 710,64	435,71	0,00	462 070,88	490 778,44
67900	Construction et acquisition d'immeubles non capitalisables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 336,74	0,00	16 336,74	0,00
68000	Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisable	18 465,00	2 412,85	0,00	11 850,34	177 600,37	368 555,83	67 325,29	0,00	646 209,68	1 060 703,34
68700	Amélioration des immeubles	18 465,00	2 412,85	0,00	1 271,21	16 309,88	145 218,29	63 751,83	0,00	247 429,06	100 502,08
68800	Transformation des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	161 290,49	219 411,32	3 573,46	0,00	384 275,27	921 537,65
68900	Rénovation et réparation majeure des immeubles	0,00	0,00	0,00	10 579,13	0,00	3 926,22	0,00	0,00	14 505,35	38 663,61
69000	Systèmes d'information et de télécommunication non capitalisables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 751,72	1 454,27	0,00	5 205,99	6 729,96
69800	Développement de systèmes informatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69900	Réseau de télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 751,72	1 454,27	0,00	5 205,99	6 729,96
60000	TOTAL	7 031 352,60	1 018 219,01	-6 627,28	151 855,66	7 295 241,63	8 011 240,50	12 147 394,42	2 542,78	35 651 219,32	34 467 753,16

Dépenses par activité (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2014

	ACTIVITÉS CONNEXES	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
		RÉMUNÉRATION	CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FOURNITURES ET MATÉRIEL	SERVICES, HONORAIRES ET CONTRATS	CHARGES D'INVES. NON CAPITALISABLES ET AMORTISSEMENT	AUTRES CHARGES	TOTAL 2014	TOTAL 2013
			RÉMUNÉRATION	AVANTAGES SOCIAUX							
		100	200		300	400	500	600	800		
71000	Résidences d'enseignants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
72000	Financement						0,00		6 831 300,19	6 831 300,19	7 354 200,23
72200	Paiements d'intérêts								5 912 357,57	5 912 357,57	6 706 441,62
72210	Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention								5 912 357,57	5 912 357,57	6 706 441,62
72220	Dettes à long terme à la charge de la CS								0,00	0,00	0,00
72300	Amortissement des frais reportés liés aux dettes								198 400,00	198 400,00	190 730,00
72400	Honoraires annuels du fiduciaire						0,00			0,00	0,00
72500	Frais, pénalités de retard, intérêts sur créditeurs et autres								60,65	60,65	0,00
72600	Intérêts sur emprunts à court terme								720 481,97	720 481,97	457 028,61
73000	Projets spéciaux	1 089 203,59	137 658,78	-32,78	50 161,89	36 698,83	762 615,00	1 492,34	108 573,06	2 186 370,71	2 055 349,42
00010	Autres projets spéciaux	1 089 203,59	137 658,78	-32,78	50 161,89	36 698,83	762 615,00	1 492,34	103 506,06	2 181 303,71	2 055 349,42
73900	Activités pour lesquelles la CS agit à titre d'intermédiaire entre le MELS et une autre CS ou un autre organisme								5 067,00	5 067,00	0,00
74000	Rétroactivité	586 796,16	57 704,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	644 501,14	1 065 463,91
74100	Rétroactivité découlant des conventions collectives	440 684,23	37 066,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 750,47	863 792,47
74900	Autres ajustements	146 111,93	20 638,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 750,67	201 671,44
75000	Droits de scolarité et ententes				0,00	0,00	546 454,00	0,00	0,00	546 454,00	648 684,00
75100	Droits de scolarité entre CS				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75200	Droits de scolarité hors réseau				0,00	0,00	546 454,00	0,00	0,00	546 454,00	648 684,00
75900	Ententes				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76000	Sécurité d'emploi	24 983,10	2 513,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 496,77	65 198,15
76100	Personnel enseignant	24 983,10	2 513,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 496,77	65 198,15
76200	Autres personnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77000	Variation des provisions								72 514,58	72 514,58	71 824,57
77100	Pour créances douteuses sur débiteurs								72 514,58	72 514,58	71 824,57
77200	Pour dévaluation de placements								0,00	0,00	0,00
77300	Passif environnemental - Réévaluation								0,00	0,00	0,00
78000	Prêts de services	147 371,15	126 219,34	9 339,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 930,22	234 834,01
78100	Au MELS	97 733,26	22 159,45	3 349,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 242,46	165 710,67
78900	Autres	49 637,89	104 059,89	5 989,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 687,76	69 123,34
79000	Activités extrascolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	241 169,76	1 970,77	129,29	0,00	243 269,82	4 443 905,63
70000	TOTAL	1 848 354,00	324 096,77	9 306,95	50 161,89	277 868,59	1 311 039,77	1 621,63	7 012 387,83	10 834 837,43	15 939 459,92
90000	GRAND TOTAL	261 318 373,57	30 661 778,16	276 089,35	653 732,35	15 410 001,79	34 539 769,52	12 624 741,84	9 375 179,63	364 859 666,21	353 479 154,46

Suivi des dépenses administratives visées par la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette

Exercice terminé le 30 juin 2014

	A	B	C	D = B + C	E = A - D	F = E / A	
	Dépenses réelles 2009-2010	Dépenses réelles 2013-2014	Ajustement CS-MELS	Dépenses réelles ajustées 2013-2014	Écart \$	Écart %	
Dépenses assujetties à la cible de 10%							
00100	Frais de déplacement (excluant le perfectionnement) (page 84)	81 638,25	56 695,79	0,00	56 695,79	24 942,46	0,31
00110	Fournitures et matériel (excluant le perfectionnement) (page 84)	304 824,22	73 511,67	0,00	73 511,67	231 312,55	0,76
00120	Services honoraires et contrats (excluant le perfectionnement) (page 84)	3 930 263,28	2 776 572,20	0,00	2 776 572,20	1 153 691,08	0,29
00130	Autres charges (excluant le perfectionnement) (page 84)	657 519,82	242 944,29	0,00	242 944,29	414 575,53	0,63
00140	Perfectionnement retenu	217 339,47	109 920,74	0,00	109 920,74	107 418,73	0,49
01000	Total	5 191 585,04	3 259 644,69	0,00	3 259 644,69	1 931 940,35	0,37
00000	Cible de 10%					519 158,50	10,00%
Dépenses assujetties à la cible de 25%							
00200	Frais de déplacement (page 84)	81 638,25	56 695,79	0,00	56 695,79	24 942,46	0,31
00210	Formation	217 339,47	109 920,74	0,00	109 920,74	107 418,73	0,49
00220	Encadrement (page 84)	161 517,36	82 511,05	0,00	82 511,05	79 006,31	0,49
00230	Autres personnels (page 84)	55 822,11	27 409,69	0,00	27 409,69	28 412,42	0,51
00240	Publicité (page 435)	243 802,85	108 245,42	0,00	108 245,42	135 557,43	0,56
02000	Total	542 780,57	274 861,95	0,00	274 861,95	267 918,62	0,49
90000	Cible de 25%					135 695,14	25,00%

**COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
SYNTHÈSE DES SURPLUS (DÉFICITS) 2013-2014
ÉCOLES PRIMAIRES**

U.A.	Écoles Primaires	CATÉGORIES SOUS GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT			CATÉGORIES À REDDITION DE COMPTE												Grand Total surplus (déficit) 2013-2014				
		Gestion de l'établissement	Cat. G Service de garde	Total surplus (déficit)	Cat. R03 Libération pi	Cat. R04+R05 CE et OPP	Cat. R06 + R07 Agir Autrement/ Adapt. Scolaire	Cat. R08 Projets DSCC	Cat. R09 Aide aux devoirs	Cat. R10 Agir rapidement	Cat. R12 École en forme/santé	Cat. R13 Jeunes actifs au secondaire	Cat. R14 Culture du sport à l'école	Cat. R26 Plan de lecture (Bibliothèque)	Cat. R27 Adaptation scolaire (30810)	Cat. R30+R32 Investissements Équipements		Total surplus (déficit) cat. R			
001	ADRIEN-GAMACHE	5 782 \$	9 647 \$	15 429 \$	55 \$	(33 \$)	5 179 \$				(882 \$)			(109 \$)			(619 \$)	0 \$	1 757 \$	5 348 \$	20 777 \$
002	ARMAND-RACICOT	13 337 \$	47 993 \$	61 329 \$	1 161 \$	340 \$	(3 189 \$)				1 881 \$			945 \$			1 695 \$	0 \$	(10 971 \$)	(8 138 \$)	53 191 \$
003	DES MILLE-FLEURS	13 895 \$	(49 336 \$)	(35 440 \$)	4 320 \$	0 \$	1 092 \$				(1 370 \$)			(2 017 \$)			1 026 \$	0 \$	176 \$	3 227 \$	(32 213 \$)
004	DES QUATRE-SAISONS	(4 693 \$)	16 736 \$	12 043 \$	(47 \$)	90 \$	327 \$				3 044 \$			(99 \$)			52 \$	0 \$	284 \$	3 651 \$	15 694 \$
005	BOURGEOYS-CHAMPAGNAT	5 688 \$	9 062 \$	14 749 \$	(531 \$)	(116 \$)	(4 012 \$)	233 \$			2 234 \$			(446 \$)	0 \$		(6 227 \$)	0 \$	(9 994 \$)	(9 994 \$)	4 755 \$
006	CARILLON	16 512 \$	5 002 \$	21 514 \$	(1 144 \$)	(110 \$)	23 882 \$				(1 802 \$)			(276 \$)			324 \$	(0 \$)	(2 226 \$)	18 648 \$	40 163 \$
007	CHARLES-BRUNEAU	(26 580 \$)	(7 609 \$)	(34 189 \$)	2 333 \$	(157 \$)	(3 696 \$)				9 471 \$			(756 \$)			192 \$	0 \$	(6 485 \$)	903 \$	(33 286 \$)
008	CHARLES-LEMOYNE	(6 667 \$)	5 277 \$	(1 390 \$)	418 \$	(144 \$)	6 262 \$				(3 360 \$)			11 \$			85 \$	253 \$	(440 \$)	3 083 \$	1 693 \$
009	CHRIST-ROI	6 593 \$	43 395 \$	49 988 \$	(164 \$)	37 \$	13 690 \$				91 \$			29 \$			942 \$	(184 \$)	(1 288 \$)	13 154 \$	63 142 \$
010	CURÉ-LEQUIN	7 675 \$	40 006 \$	47 680 \$	1 332 \$	76 \$	(1 976 \$)				495 \$			383 \$			749 \$	0 \$	2 838 \$	3 896 \$	51 577 \$
013	DE MARICOURT	2 543 \$	(13 712 \$)	(11 170 \$)	51 \$	34 \$	5 132 \$				(1 413 \$)			589 \$			816 \$	0 \$	(1 131 \$)	4 077 \$	(7 093 \$)
014	DE NORMANDIE	15 579 \$	(4 125 \$)	11 454 \$	(324 \$)	328 \$	24 168 \$				(226 \$)			898 \$			162 \$	0 \$	(2 496 \$)	22 511 \$	33 965 \$
016	DES SAINTS-ANGES	18 017 \$	2 755 \$	20 771 \$	1 079 \$	244 \$	2 518 \$				1 237 \$			595 \$			137 \$	0 \$	1 087 \$	6 896 \$	27 668 \$
017	D'IBERVILLE	18 232 \$	16 004 \$	34 236 \$	(1 638 \$)	65 \$	(374 \$)				(120 \$)			480 \$			(295 \$)	0 \$	1 845 \$	(38 \$)	34 198 \$
020	FÉLIX-LECLERC	(3 184 \$)	1 624 \$	(1 560 \$)	2 306 \$	326 \$	6 121 \$				0 \$			0 \$			423 \$	0 \$	(944 \$)	8 233 \$	6 672 \$
021	GAËTAN-BOUCHER	(4 463 \$)	(9 005 \$)	(13 468 \$)	(651 \$)	0 \$	(415 \$)				3 558 \$			(41 \$)			32 \$	(0 \$)	318 \$	2 802 \$	(10 666 \$)
022	GENTILLY (BOISÉ DES LUTINS)	11 697 \$	7 313 \$	19 009 \$	1 369 \$	60 \$	(5 597 \$)				(474 \$)			(326 \$)			(1 905 \$)	0 \$	3 782 \$	(3 091 \$)	15 918 \$
023	GEORGE-ÉTIENNE-CARTIER	28 331 \$	37 560 \$	65 891 \$	478 \$	209 \$	5 770 \$				683 \$			(67 \$)			21 \$	0 \$	(4 775 \$)	2 319 \$	68 210 \$
024	GEORGES-P.-VANIER	(11 369 \$)	9 482 \$	(1 887 \$)	(235 \$)	(27 \$)	(2 593 \$)				8 231 \$			2 207 \$			199 \$	0 \$	(416 \$)	7 367 \$	5 480 \$
025	GUILLAUME-VIGNAL	3 068 \$	198 \$	3 265 \$	(1 524 \$)	164 \$	(2 244 \$)				10 \$			0 \$			(2 150 \$)	0 \$	(2 181 \$)	(7 926 \$)	(4 660 \$)
027	HUBERT-PERRON	(10 612 \$)	31 370 \$	20 758 \$	(859 \$)	0 \$	(56 \$)				954 \$			0 \$			1 220 \$	0 \$	3 105 \$	4 365 \$	25 123 \$
030	JOSEPH-DE SÉRIGNY	(11 679 \$)	49 167 \$	37 489 \$	(3 559 \$)	32 \$	6 666 \$				169 \$			355 \$			396 \$	(659 \$)	(7 293 \$)	(3 893 \$)	33 595 \$
031	INTER. GREENFIELD PARK	41 044 \$	0 \$	41 044 \$	2 169 \$	480 \$	9 748 \$				5 651 \$			1 964 \$			4 440 \$	0 \$	3 200 \$	27 652 \$	68 695 \$
032	DE LA MOSAÏQUE	12 655 \$	3 367 \$	16 021 \$	759 \$	251 \$	2 956 \$				883 \$			(169 \$)			539 \$	0 \$	(48 \$)	5 171 \$	21 192 \$
033	LAJEUNESSE	(1 140 \$)	(11 078 \$)	(12 218 \$)	252 \$	(58 \$)	3 207 \$				3 610 \$			166 \$			538 \$	(173 \$)	939 \$	8 482 \$	(3 736 \$)
035	LAURENT-BENOÎT	(6 646 \$)	18 732 \$	12 086 \$	(1 189 \$)	560 \$	(1 445 \$)	3 349 \$			1 030 \$			715 \$			998 \$	(0 \$)	(2 301 \$)	1 717 \$	13 803 \$
036	DU JARDIN-BIENVILLE	(6 654 \$)	18 190 \$	11 536 \$	237 \$	585 \$	650 \$				2 575 \$			39 \$			932 \$	0 \$	(6 748 \$)	(1 731 \$)	9 805 \$
038	LIONEL-GROULX	11 502 \$	21 361 \$	32 863 \$	112 \$	109 \$	18 290 \$				6 207 \$			123 \$			(182 \$)	0 \$	(2 312 \$)	22 347 \$	55 209 \$
039	MARIE-VICTORIN (BROSSARD)	38 157 \$	4 611 \$	42 768 \$	(764 \$)	45 \$	6 023 \$				566 \$			1 068 \$			363 \$	0 \$	3 107 \$	10 408 \$	53 175 \$
040	MARIE-VICTORIN (LONGUEUIL)	4 272 \$	28 286 \$	32 558 \$	667 \$	41 \$	10 379 \$				1 026 \$			110 \$			184 \$	463 \$	1 181 \$	14 050 \$	46 608 \$
041	MAURICE-L.-DUPLESSIS	(12 618 \$)	23 215 \$	10 597 \$	(51 \$)	0 \$	7 527 \$				252 \$			1 607 \$			(18 \$)	0 \$	(5 770 \$)	3 547 \$	14 144 \$
042	MONSEIGNEUR-FORGET	5 810 \$	(3 663 \$)	2 147 \$	700 \$	(152 \$)	965 \$				303 \$			(346 \$)			343 \$	0 \$	(1 169 \$)	645 \$	2 792 \$
043	PAUL-CHAGNON	24 117 \$	(3 852 \$)	20 265 \$	1 363 \$	383 \$	5 759 \$				1 593 \$			362 \$			(1 430 \$)	0 \$	(790 \$)	7 240 \$	27 505 \$
044	PAUL-DE MARICOURT	3 782 \$	14 504 \$	18 286 \$	(1 139 \$)	(0 \$)	12 249 \$				(1 868 \$)			77 \$			209 \$	(68 \$)	340 \$	9 799 \$	28 085 \$
045	PIERRE-D'IBERVILLE	10 146 \$	(298 \$)	9 847 \$	552 \$	134 \$	3 048 \$				1 607 \$			111 \$			324 \$	0 \$	(3 571 \$)	2 205 \$	12 052 \$
046	PIERRE-LAPORTE	9 825 \$	29 879 \$	39 704 \$	2 201 \$	266 \$	9 973 \$				(1 523 \$)			1 998 \$			481 \$	(247 \$)	(22 \$)	13 125 \$	52 829 \$
048	PRÉVILLE	13 921 \$	(7 061 \$)	6 860 \$	1 168 \$	219 \$	2 332 \$				367 \$			(119 \$)			1 097 \$	(937 \$)	0 \$	4 126 \$	10 986 \$
049	RABEAU	(942 \$)	5 470 \$	4 528 \$	2 119 \$	403 \$	1 580 \$				2 795 \$			0 \$			248 \$	0 \$	(2 986 \$)	4 158 \$	8 686 \$
050	SAINT-JOSEPH	14 889 \$	(8 182 \$)	6 707 \$	(181 \$)	175 \$	5 058 \$	(22 \$)			0 \$			(86 \$)			908 \$	0 \$	2 427 \$	8 278 \$	14 985 \$
052	SAINT-ROMAIN	(12 930 \$)	53 861 \$	40 930 \$	644 \$	413 \$	(1 671 \$)				3 198 \$			(71 \$)			197 \$	0 \$	2 252 \$	4 962 \$	45 892 \$
054	SAINTE-CLAIRE (BROSSARD)	4 796 \$	63 549 \$	68 345 \$	(350 \$)	133 \$	380 \$				(897 \$)			6 \$			86 \$	0 \$	(303 \$)	(944 \$)	67 401 \$
055	SAINTE-CLAIRE (LONGUEUIL)	26 892 \$	26 627 \$	53 519 \$	359 \$	207 \$	5 846 \$				4 947 \$			668 \$			667 \$	0 \$	(1 909 \$)	10 785 \$	64 303 \$
056	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (BROSSA	(3 685 \$)	(28 412 \$)	(32 098 \$)	1 624 \$	342 \$	(1 159 \$)	2 326 \$			(106 \$)			332 \$			5 033 \$	0 \$	1 896 \$	10 290 \$	(21 807 \$)
058	SAINTE-LAURENT	584 \$	9 754 \$	10 338 \$	1 582 \$	56 \$	400 \$				2 875 \$			0 \$			382 \$	0 \$	(1 700 \$)	3 595 \$	13 932 \$
060	DU TOURNESOL	6 774 \$	6 322 \$	13 096 \$	(3 298 \$)	510 \$	(133 \$)				1 705 \$			2 106 \$			892 \$	0 \$	(2 284 \$)	(502 \$)	12 594 \$
061	TOURTERELLE	11 365 \$	20 704 \$	32 069 \$	194 \$	(48 \$)	3 518 \$				894 \$			(64 \$)			45 \$	0 \$	(785 \$)	3 753 \$	35 822 \$
063	DES PETITS-EXPLORATEURS	4 156 \$	44 070 \$	48 226 \$	(381 \$)	15 \$	(12 113 \$)				0 \$			0 \$			2 161 \$	0 \$	1 375 \$	(8 943 \$)	39 283 \$
TOTAL DES ÉCOLES PRIMAIRES		287 771 \$	578 755 \$	866 527 \$	13 573 \$	6 486 \$	170 021 \$	5 886 \$	60 102 \$	0 \$	12 268 \$	0 \$	0 \$	22 493 \$	(1 553 \$)	(47 663 \$)	241 613 \$	(8 943 \$)	241 613 \$	1 108 140 \$	

COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
SYNTHÈSE DES SURPLUS (DÉFICITS) 2013-2014
ÉCOLES SPÉCIALISÉES, SECONDAIRES, CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE ET CENTRES DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

CATÉGORIES SOUS GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT				CATÉGORIES À REDDITION DE COMPTE														
U.A.	Écoles Spécialisées	Gestion de l'établissement	Cat. G Service de garde	Total surplus (déficit)	Cat. R03 Libération pi	Cat. R04+R05 CE et OPP	Cat. R06 + R07 Agir Autrement/ Adapt. Scolaire	Cat. R08 Projets DSCC	Cat. R09 Aide aux devoirs	Cat. R10 Agir rapidement	Cat. R12 École en forme/santé	Cat. R13 Jeunes actifs au secondaire	Cat. 14 Culture du sport à l'école	Cat. R26 Plan de lecture (Bibliothèque)	Cat. R27 Adaptation scolaire (30810)	Cat. R30 Investissements Équipements	Total surplus (déficit) cat. R	Grand Total surplus (déficit) 2013-2014
110	SAINT-JUDE	81 601 \$		81 601 \$	0 \$	0 \$	462 \$	0 \$	188 \$		0 \$	0 \$		48 \$	1 841 \$	(3 703 \$)	(1 163 \$)	80 438 \$
165	BEL-ESSOR	(7 472 \$)		(7 472 \$)	(1 107 \$)	141 \$	430 \$	0 \$	0 \$		277 \$	0 \$		113 \$	(495 \$)	(185 \$)	(826 \$)	(8 297 \$)
167	LE DÉCLIC	8 365 \$		8 365 \$	0 \$	319 \$	0 \$	0 \$	1 429 \$		438 \$	(22 \$)		50 \$	0 \$	(4 696 \$)	(2 483 \$)	5 882 \$
168	HÉLÈNE-DE-CHAMPLAIN	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
171	CTRE HOSPITALIER CHARLES-LEMOYNE	1 797 \$		1 797 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	(323 \$)	(323 \$)	1 473 \$
169	JACQUES-OUELLETTE	80 756 \$		80 756 \$	(604 \$)	(76 \$)	3 647 \$	0 \$	0 \$		0 \$	7 313 \$		(1 162 \$)	(1 509 \$)	(2 675 \$)	4 934 \$	85 689 \$
193	RÉGIONALE DU VENT-NOUVEAU	(9 300 \$)		(9 300 \$)	(422 \$)	(29 \$)	874 \$	0 \$	0 \$		0 \$	(142 \$)		(11 \$)	(1 722 \$)	4 082 \$	2 629 \$	(6 671 \$)
TOTAL DES ÉCOLES SPÉCIALISÉES		155 746 \$	0 \$	155 746 \$	(2 133 \$)	355 \$	5 412 \$	0 \$	1 617 \$	0 \$	715 \$	7 148 \$	0 \$	(962 \$)	(1 884 \$)	(7 501 \$)	2 768 \$	158 515 \$

CATÉGORIES SOUS GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT				CATÉGORIES À REDDITION DE COMPTE														
U.A.	Écoles Secondaires	Gestion de l'établissement	Cat. G Service de garde	Total surplus (déficit)	Cat. R03 Libération pi	Cat. R04+R05 CE et OPP	Cat. R06 + R07 Agir Autrement/ Adapt. Scolaire	Cat. R08 Projets DSCC	Cat. R09 Aide aux devoirs	Cat. R10 Agir rapidement	Cat. R12 École en forme/santé	Cat. R13 Jeunes actifs au secondaire	Cat. 14 Culture du sport à l'école	Cat. R26 Plan de lecture (Bibliothèque)	Cat. R27 Adaptation scolaire (30810)	Cat. R30 Investissements Équipements	Total surplus (déficit) cat. R	Grand Total surplus (déficit) 2013-2014
218	SAINT-EDMOND	(18 512 \$)		(18 512 \$)	5 793 \$	179 \$	9 358 \$	0 \$		2 897 \$	0 \$	165 \$	708 \$	1 126 \$	0 \$	8 573 \$	28 799 \$	10 286 \$
225	PARTICIPATIVE L'AGORA	(40 856 \$)		(40 856 \$)	822 \$	161 \$	3 113 \$	0 \$		627 \$	0 \$	3 685 \$	0 \$	253 \$	(0 \$)	2 197 \$	10 857 \$	(29 999 \$)
240	LUCILLE-TEASDALE	(28 624 \$)		(28 624 \$)	2 000 \$	(181 \$)	(130 \$)	0 \$		(13 \$)	0 \$	375 \$	104 \$	4 \$	0 \$	1 770 \$	3 929 \$	(24 695 \$)
275	ANDRÉ-LAURENDEAU	(142 298 \$)		(142 298 \$)	15 481 \$	420 \$	(19 151 \$)	0 \$		(887 \$)	0 \$	(2 051 \$)	(272 \$)	75 \$	(267 \$)	2 249 \$	(4 403 \$)	(146 701 \$)
276	ANTOINE-BROSSARD	27 076 \$		27 076 \$	10 174 \$	167 \$	43 085 \$	3 947 \$		10 360 \$	0 \$	2 444 \$	(286 \$)	3 540 \$	0 \$	(21 923 \$)	51 508 \$	78 584 \$
277	GÉRARD-FILION (Le BAC)	597 \$		597 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	(3 981 \$)	(3 981 \$)	(3 384 \$)
278	GÉRARD-FILION	(73 615 \$)		(73 615 \$)	7 847 \$	760 \$	7 850 \$	3 032 \$		4 178 \$	0 \$	2 053 \$	(7 068 \$)	(25 \$)	138 \$	(40 505 \$)	(21 739 \$)	(95 354 \$)
279	GÉRARD-FILION (Entre-Rive)	(1 276 \$)		(1 276 \$)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 096 \$	1 096 \$	(180 \$)
280	JACQUES-ROUSSEAU	(134 901 \$)		(134 901 \$)	3 013 \$	1 \$	47 643 \$	0 \$		3 340 \$	0 \$	(3 054 \$)	(1 400 \$)	6 695 \$	0 \$	50 063 \$	106 302 \$	(28 600 \$)
284	MGR.-A.-M.-PARENT	(107 959 \$)		(107 959 \$)	3 371 \$	52 \$	1 571 \$	725 \$		(1 627 \$)	0 \$	(138 \$)	0 \$	(1 315 \$)	(477 \$)	18 250 \$	20 413 \$	(87 546 \$)
287	SAINT-JEAN-BAPTISTE	(80 999 \$)		(80 999 \$)	2 545 \$	345 \$	5 877 \$	0 \$		204 \$	(58 \$)	712 \$	0 \$	(1 276 \$)	0 \$	1 331 \$	9 679 \$	(71 320 \$)
TOTAL DES ÉCOLES SECONDAIRES		(601 367 \$)	0 \$	(601 367 \$)	51 047 \$	1 904 \$	99 216 \$	7 704 \$	0 \$	19 078 \$	(58 \$)	4 191 \$	(8 213 \$)	9 077 \$	(606 \$)	19 119 \$	202 460 \$	(398 907 \$)

CATÉGORIES SOUS GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT				CATÉGORIES À REDDITION DE COMPTE														
U.A.	Centres formation professionnelle	Gestion de l'établissement	Cat. G Service de garde	Total surplus (déficit)	Cat. R03 Libération pi	Cat. R04+R05 CE et OPP	Cat. R06 + R07 Agir Autrement/ Adapt. Scolaire	Cat. R08 Projets DSCC	Cat. R09 Aide aux devoirs	Cat. R10 Agir rapidement	Cat. R12 École en forme/santé	Cat. R13 Jeunes actifs au secondaire	Cat. 14 Culture du sport à l'école	Cat. R26 Plan de lecture (Bibliothèque)	Cat. R27 Adaptation scolaire (30810)	Cat. R30 Investissements Équipements	Total surplus (déficit) cat. R	Grand Total surplus (déficit) 2013-2014
378	CENTRE CHARLOTTE-TASSÉ	32 102 \$		32 102 \$		(201 \$)										43 164 \$	42 963 \$	75 065 \$
380	CENTRE JACQUES-ROUSSEAU	(84 779 \$)		(84 779 \$)		204 \$										19 249 \$	19 453 \$	(65 326 \$)
390	CENTRE PIERRE-DUPUY	(187 106 \$)		(187 106 \$)		371 \$										222 774 \$	223 146 \$	36 040 \$
TOTAL DES CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE		(239 783 \$)	0 \$	(239 783 \$)	0 \$	374 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	285 187 \$	285 561 \$	45 779 \$

CATÉGORIES SOUS GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT				CATÉGORIES À REDDITION DE COMPTE														
U.A.	Centre de l'éducation des adultes	Gestion de l'établissement	Cat. G Service de garde	Total surplus (déficit)	Cat. R03 Libération pi	Cat. R04+R05 CE et OPP	Cat. R06 + R07 Agir Autrement/ Adapt. Scolaire	Cat. R08 Projets DSCC	Cat. R09 Aide aux devoirs	Cat. R10 Agir rapidement	Cat. R12 École en forme/santé	Cat. R13 Jeunes actifs au secondaire	Cat. 14 Culture du sport à l'école	Cat. R26 Plan de lecture (Bibliothèque)	Cat. R27 Adaptation scolaire (30810)	Cat. R30 Investissements Équipements	Total surplus (déficit) cat. R	Grand Total surplus (déficit) 2013-2014
466	CENTRE D'APPRENTISSAGE PERSONNALISÉ CAP	(98 561 \$)		(98 561 \$)		259 \$										2 874 \$	3 133 \$	(95 428 \$)
476	CENTRE ANTOINE-BROSSARD	(309 899 \$)		(309 899 \$)		278 \$										(2 220 \$)	(1 942 \$)	(311 841 \$)
483	CENTRE LEMOYNE-IBERVILLE	(206 368 \$)		(206 368 \$)		152 \$										219 \$	371 \$	(205 997 \$)
494	CENTRE 16-18 ANS	(115 019 \$)		(115 019 \$)		122 \$										7 313 \$	7 434 \$	(107 584 \$)
TOTAL DES CENTRES DE L'ÉDUCATION DES ADULTES		(729 847 \$)	0 \$	(729 847 \$)	0 \$	811 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 185 \$	8 996 \$	(720 850 \$)